

*SANS LES JEUNES, LE MONDE PAYSAN N'À PLUS DE LENDEMAINS.  
SON AVENIR SERA INFINIMENT TRISTE, CE SERA UNE DOULOUREUSE  
AGONIE SOUS LE REGARD DISTRAIT DES AUTRES.*

Nuto Revelli  
*Le monde des vaincus*

## Edito

Les crises alimentaires qui se succèdent depuis 2007 nous rappellent assez brutalement que le monde moderne n'en a pas fini avec les famines.

A l'horizon 2050, c'est demain, les terriens devront avoir trouvé les moyens de nourrir une population de 10 milliards d'hommes.

Ce défi ne concerne pas uniquement l'Afrique, l'Asie ou certains états des Amériques. En France, on estime que deux millions de personnes reçoivent chaque année une aide alimentaire directe (associations caritatives, bons alimentaires et secours délivrés par les services sociaux).

Sans doute est-il plus que grand temps de réfléchir aux orientations de nos agricultures.

Parmi celles-ci, l'agriculture de montagne occupe une place à part. Jugée dispendieuse en termes de coûts, y compris par un René Dumont, agronome et premier candidat écologiste à une élection présidentielle en France, elle n'a cessé de régresser malgré le rôle qui lui a été récemment assigné de protection de l'environnement.

L'irréductibilité genevois, le développement sans précaution des ensembles industriels et commerciaux du fond de vallée, la périurbanisation des anciens centres historiques, les contraintes du tourisme de masse, ont progressivement brisé les complémentarités qui existaient entre la plaine, les coteaux, l'alpage, ne laissant que peu d'espoirs de voir l'agriculture traditionnelle demeurer pérenne en Vallée de l'Arve.

Dans ce contexte, de nouvelles agricultures éloignées du schéma productiviste peuvent voir le jour.

Mountain Wilderness, fidèle à l'esprit des cinq premiers bulletins de la délégation de la Vallée de l'Arve, donne la parole à ces tenants d'une agriculture nouvelle qui ne demande qu'à éclore pour peu qu'on lui en donne les chances.

Michel Roux

### Au sommaire :

- Quelle agriculture dans la vallée de l'Arve ? page 2
- proMONT-BLANC : Un Centre de Veille Environnementale page 7
- Les camions de la déroute page 8



# Quelle agriculture dans la vallée de l'Arve ?

---

## Avant-propos

La réflexion qui suit est celle d'un simple citoyen non-spécialiste qui se pose la question de l'utilisation de son territoire dans une perspective de pérennité qui concilie protection d'un environnement indispensable à notre survie et vie décente pour chacun, aujourd'hui comme pour demain. On se propose ici de rendre compte des attentes exprimées au travers des réponses à un questionnaire (Quelle agriculture dans notre vallée ?), puis au cours de deux soirées débat publique au cinéma du Plateau d'Assy sur les thèmes de l'agriculture et également recueillies pendant la "marche des sans-terre d'ici et d'ailleurs" organisée par l'Atelier EquiThés cet été 2010. On propose également quelques pistes alternatives qui sont attendues par une part grandissante de la population et qui pourraient nous mener vers cet objectif d'une plus grande autonomie alimentaire, avec des produits sains et diversifiés.

## Un constat

Le maintien d'une agriculture locale et plurielle est de plus en plus présenté comme l'un des enjeux majeurs du développement durable et équitable. Devant les grandes questions de changement de société pour faire face aux multiples problèmes environnementaux (pollution, perte de la biodiversité, réchauffement climatique, perte de la fertilité des sols, ...) et sociétaux (alimentation d'une population mondiale croissante, pression des populations affamées du sud sur les pays du nord, ...), que peut et doit nous apporter l'agriculture locale aujourd'hui ?

Dans la perspective d'une société humaine durable à l'échelle de la planète, c'est-à-dire qui consomme ce que son environnement peut lui fournir sans hypothéquer l'avenir des générations futures, l'agriculture est tout d'abord sensée nourrir la population de son territoire. Alors qu'hier les paysans de la vallée arrivaient bon an mal an à se nourrir et à nourrir les habitants, force est de constater que l'on est loin du compte aujourd'hui. Le déficit est bien évidemment dû à une très forte augmentation de la population et à l'utilisation acharnée des terres agricoles pour le développement économique. Il est aussi consécutif à l'exode rural, à l'abandon des terres les plus difficiles pour permettre la mécanisation et à la spécialisation de la production qu'exige la logique de rentabilité à court terme. Cette même rentabilité impose un nombre réduit d'agriculteurs sur des surfaces de plus en plus grandes. Enfin, la concurrence déloyale pour l'utilisation des terres, entre l'agriculture et le développement démographique, immobilier, routier, touristique, industriel, commercial, poussent à la spéculation foncière au détriment de la production alimentaire locale et grignotent inexorablement les espaces agricoles.

Devant ce constat d'inadéquation actuelle de la production agricole locale avec les besoins alimentaires de la population, on peut malgré tout se poser la question de savoir s'il existe encore aujourd'hui la possibilité de nous nourrir localement et sainement.

## Sauvegarder les espaces agricoles

Il est tout d'abord indispensable de sauvegarder ce qui peut l'être encore de l'espace destiné à la production agricole. Problème épineux quand on sait que les politiques locales encouragent le développement des secteurs secondaires et tertiaires, que la population ne cesse de croître et qu'au final, c'est 600 hectares de terrains agricoles qui disparaissent chaque année en Haute-Savoie.

Et en dépit des vœux pieux de nos élus, on constate effectivement que le territoire agricole se mite et disparaît malgré tout au rythme des modifications de POS (on parlait encore d'occupation des sols à l'époque), de PLU (alors qu'on ne parle plus maintenant que d'urbanisme, révélateur de la tendance actuelle) et de déclaration d'intérêt générale (ou plutôt de la croissance et de la

compétitivité à tout prix) et que face aux projets tels que JO, zones artisanales et commerciales, urbanisation et rurbanisation, équipements touristiques et autres grands dévoreurs d'espaces naturels, le monde agricole et les citoyens ont peu de poids et surtout du mal à faire entendre leurs voix et à être écoutés.

Il faut que la législation et que les élus (d'une alternance à l'autre) imposent et maintiennent une véritable politique agricole à long terme, avec des engagements fermes et durables sur la constitution de réserves foncières agricoles dans le cadre de l'aménagement du territoire, au risque de voir disparaître irrémédiablement la production alimentaire locale. Et il faut donner de vrais droits à l'agriculture pour la préemption des terres agricoles trop souvent sacrifiées au développement économique.

### Assurer aux agriculteurs une vie décente et attractive

Les difficultés de vivre de l'agriculture aujourd'hui, surtout dans nos régions de montagne, a engendré le déclin des vocations et réduit le nombre d'agriculteurs au profit d'autres secteurs tels que l'industrie et le tourisme. Il faut revaloriser le métier d'agriculteur, lui redonner ses lettres de noblesse auprès de la population et aider financièrement les nouvelles installations par une législation et une fiscalité adéquate.

Les agriculteurs doivent pouvoir vivre convenablement de leur production sans avoir recours nécessairement à la pluriactivité pour compléter un revenu agricole qui ne garantit pas la couverture de leurs besoins. Cette pluriactivité est en effet l'expression de leur précarité et de la dévalorisation de leur métier. Elle ne leur donne pas le temps de s'investir dans une diversification de leur activité agricole qui permettrait de mieux rentabiliser leur production en fonction des saisons, en transformant leurs produits à la ferme, en les écoulant en vente directe, tout en ayant le temps de la rencontre avec les consommateurs. Cette pluriactivité doit être choisie, non contrainte.

Le revenu des agriculteurs doit être décent et à la hauteur du travail et de la valeur que représente l'activité agricole dans notre région. Le prix de vente des produits agricoles doit permettre une rémunération juste des producteurs. Il faut redéfinir la répartition des marges entre producteurs, transformateurs, distributeurs et autres intermédiaires pour que les agriculteurs n'aient plus à vivre de subventions mais bien de leur travail, sans pour autant que les consommateurs en bout de chaîne n'aient forcément à payer la facture. Les bénéfices de toute la filière alimentaire doivent être plus équitablement répartis et il est du devoir des pouvoirs publics d'imposer cette répartition et de lutter contre le diktat de la grande distribution et de la mondialisation des échanges. Il faut sortir de la logique de marché mondialisé et des aides financières qui poussent à la monoproduction intensive, à l'externalisation des coûts (c'est le contribuable qui paie pour les dégâts environnementaux et sociaux et pour le maintien d'une agriculture productiviste dommageable) et à la consommation de produits d'importation, moins chers il est vrai à court terme, mais plus préjudiciables à l'environnement et à l'équilibre du tissu social et dont nous devons payer les frais indirects un jour ou l'autre.

Enfin, le statut d'agriculteur et de paysan doit être redéfini pour que ceux-ci puissent bénéficier des mêmes droits sociaux que les autres travailleurs. Il n'est pas souhaitable ni même normal qu'un agriculteur doive vendre ses terres au plus offrant pour compléter son revenu ou se payer sa retraite.

### Diversifier la production locale

Le peu d'agriculture qu'il nous reste et qui utilise le plus large espace agricole sur la vallée est principalement dédié à l'élevage bovin et ovin (production de viande, de lait, pour le fromage entre autre, de foin). Les autres productions, avicole, porcine, maraîchère et fruitière notamment, et même céréalière et apicole, sont anecdotiques voire inexistantes.

Ces autres productions, délaissées dans notre région car considérées non rentables par le système productiviste, n'en sont cependant pas moins importantes pour notre souveraineté alimentaire et peuvent encore faire vivre des exploitants, car les consommateurs sont en attente d'autres produits locaux que le reblochon, même AOC !

Peut-être faudrait-il penser une autre répartition de l'espace rural, pour laisser la place à d'autres productions et pratiques agricoles. Notamment encourager les petites et moyennes exploitations pour des produits transformés ou non, à forte valeur ajoutée, plutôt que des exploitations intensives, peu respectueuses des équilibres et de la diversité biologiques.

Ces petites et moyennes exploitations seraient plus à même de produire des aliments de qualité tout en étant plus proche des consommateurs. On peut même penser qu'elles pourraient relancer des cultures oubliées avec des variétés anciennes et à retrouver, adaptées à notre environnement, pour produire des céréales et du pain par exemple. Le retour à des pratiques agricoles raisonnées, notamment sur la fauche, pourraient aussi redonner l'espace nécessaire à la production apicole.

### Produire des aliments de qualité

Parce qu'ils sont plus respectueux de notre environnement et de notre santé, les produits bio doivent être favorisés (et pourquoi pas obligatoires, on peut rêver !). Les labels bio, AOC (Appellation d'Origine Protégée), IGP (Indication Géographique Protégée) doivent aussi s'imposer pour offrir une alimentation saine, produite localement dans le respect des contraintes environnementales. Ces produits peuvent apporter une plus-value aux revenus des agriculteurs, si les pouvoirs publics et les consommateurs soutiennent leur production. Les agriculteurs, avec les consommateurs, doivent aussi s'organiser pour défendre cette agriculture de qualité face aux lobbies des entreprises semencières, phytosanitaires et agroalimentaires.

### Développer la vente directe et la consommation locale

Pour réduire notre empreinte écologique sur la planète et rendre viable notre société, il faut relocaliser l'économie. Cet objectif impose une production locale et le développement de circuits de distribution court. La vente directe du producteur au consommateur va dans ce sens. Elle est par ailleurs plus rémunératrice pour le producteur et devrait être encouragée par les pouvoirs publics et les consommateurs.

La transformation des produits agricoles doit se faire localement, à une échelle artisanale non seulement pour ne pas se voir imposer des produits standardisés et à faible valeur alimentaire, mais aussi pour redynamiser le tissu social, notamment rural, créer des emplois locaux, et permettre aux agriculteurs de maintenir leur activité localement et à échelle humaine.

Cette vente directe peut se faire à la ferme par l'agriculteur, sur les marchés, dans des magasins de produits fermiers locaux, sur des rayons dédiés aux produits locaux dans les épiceries, par la mise en place d'AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), par des coopératives citoyennes et locales d'achat, par l'engagement des professionnels et des élus de cuisiner des produits locaux dans la restauration privée et collective (écoles, maisons de retraite...) et surtout par la volonté des consommateurs de soutenir cette agriculture locale par des achats responsables de leurs produits alimentaires. Pour les exploitations maraîchères, les consommateurs pourraient ramasser en cueillette libre leurs légumes, soulageant ainsi le travail et la gestion du producteur, tout en étant plus économique pour les petits budgets.

Cette relocalisation aurait également le mérite de limiter, à son échelle, le transport de marchandise et donc de participer à l'effort global de réduction des pollutions et des infrastructures routières.

### Responsabiliser les consommateurs et les producteurs

En dernière instance, ce sont les consommateurs qui sauveront ou non l'agriculture locale. Leur demande peut créer l'offre, leur achat peut développer les filières de production locale. Il faut que ces consommateurs fassent le choix de manger local et de saison, de consommer des produits de qualité (bio, avec ou sans label) plutôt que de payer de leur impôt, de leur santé et de la destruction de l'environnement la consommation d'aliments bon marché mais à faible valeur nutritive. Il faut aussi qu'ils expriment et revendiquent leurs attentes auprès des élus, qu'ils se manifestent pour soutenir les initiatives et les projets d'agriculture durable.

Les consommateurs doivent changer de mentalité et être solidaires de leurs agriculteurs. Au-delà de leur simple consommation, on peut également imaginer une implication personnelle et financière des consommateurs dans le maintien de la production agricole locale. L'AMAP, par exemple, aide le producteur en répartissant le risque financier des aléas de la production entre le producteur et le consommateur et ses adhérents paient à l'avance leurs paniers. La foncière Terre

de Liens et la SAS (Société par Actions Simplifiées) Terres Communes proposent quant à elles une épargne pour l'accès au foncier agricole au travers d'un actionariat solidaire.

Les producteurs, de leur côté, doivent également améliorer leur communication avec les consommateurs, prendre le temps du dialogue pour expliquer leurs pratiques, pour instaurer la confiance.

### Cultiver son jardin

Beaucoup d'habitants de la vallée, notamment ceux à faibles revenus, aimeraient cultiver un jardin pour produire leurs propres légumes, mais n'en ont pas la possibilité car ils ne possèdent pas le terrain, ou même n'en ont pas les moyens financiers ou la connaissance.

Le jardinage, comme mode de production locale et de saison, adapté à son territoire et respectueux de son environnement, réduisant le transport marchand, devrait être encouragé par les collectivités. Les communes devraient proposer leurs terrains pour créer des jardins familiaux et collectifs. Pourquoi chacun n'aurait-il pas le droit de se nourrir par lui-même sans se laisser nourrir par d'autres, pour une part plus ou moins grande de son alimentation. Le jardinage représente-t-il une telle concurrence pour l'utilisation des terres nourricières ?

D'autre part, aujourd'hui plus qu'avant, dans un contexte de crise environnementale, économique et sociale, la nécessité de produire localement des aliments de qualité et de maintenir le lien entre les différents individus d'une même communauté fait du jardin un nouvel outil de développement durable et de sociabilisation pour construire une société où chacun puisse vivre sereinement avec les autres dans un environnement sain pour le corps et l'esprit.

De nombreux exemples de jardins partagés et communautaires ont démontré les avantages pour mettre en lien les différents groupes sociaux tout en permettant la production locale d'aliments. Le jardin est en effet un facteur de cohésion sociale entre les habitants, indépendamment de leur statut professionnel et social, de leurs origines ethnique et culturelle, de leur sexe et de leur âge, en permettant la rencontre dans un cadre convivial, ouvert à tous et non-discriminatoire.

### Conclusion

Bien que malmenée, l'agriculture locale peut encore jouer un rôle important dans l'alimentation de la population et dans l'économie rurale de notre vallée.

Pour cela, les pouvoirs publics doivent aider réellement à la protection des terres agricoles face aux projets destructeurs d'espace rural, à l'installation et au maintien de petites et moyennes exploitations, pour rendre autonome les exploitants et ne plus tomber dans l'assistanat des subventions.

Les élus doivent également s'engager dans cette protection et ne plus céder aux attraits des retombées économiques à court terme en soutenant un développement forcené de l'industrie et du tourisme.

Les citoyens-consommateurs doivent affirmer leur volonté de pérennité d'une production diversifiée, locale et de qualité. Ils doivent, avant tout autre, soutenir la cause des agriculteurs, en s'engageant dans l'achat de leurs produits, en interpellant leurs élus et en s'investissant dans des relations solidaires et de proximité avec les producteurs.

Enfin, les producteurs eux-mêmes doivent proposer des services de vente la plus directe possible, avec une transformation locale, prendre le temps de se faire connaître aux consommateurs, pour établir des relations de confiance et de réciprocité. Le lien entre producteurs et consommateurs doit être renforcé.

L'usage des terres agricoles devrait être mieux réparti pour permettre une diversité de production, pour que le territoire ne soit pas qu'un centre de production laitière, mais permette aussi la production avicole, porcine, maraîchère, fruitière, céréalière et même apicole, voire jardinière.

Il faut réellement choisir maintenant entre la croissance économique, la mondialisation, la rentabilité à court terme, et la production alimentaire locale. Le jour où le pétrole sera épuisé et l'énergie prohibitive, il sera trop tard pour y penser.

**Il est encore temps d'arrêter de faire du blé (l'argent) à tout crin pour faire du blé (la céréale) pour nourrir la population de pain.**

## Comprendre, aller plus loin :

Georges Duby et Armand Wallon : *Histoire de la France rurale. Tome 4. Depuis 1914. (Points histoire. En occasion uniquement).*

Henri Mendras : *La fin des paysans (Babel poche – Epuisé – Disponible en occasion).*

Jean- François Gleizes : *La fin des paysans n'est pas pour demain (L'Aube poche).*

Patrick Champagne : *L'héritage refusé. La crise de la paysannerie française, 1950-2000 (Points essais).*

Michel Barnier : *Qui va nourrir le monde ? (Acropole).*

Collectif : *Crises et mutations des agricultures de montagne (CERAMAC. Presses universitaires Blaise Pascal).*

Anthony Simon : *La pluricativité dans l'agriculture des montagnes françaises. (CERAMAC. P.U Blaise Pascal).*

La passionnante revue trimestrielle " L'Alpe", de Glénat, a publié de nombreux articles ayant trait à l'agriculture de montagne. Parmi les publications récentes, toujours disponibles : N° 42, *Cochons et cochonnailles* et N° 48 *Ah, la vache !*

Raymond Depardon : Profil paysans. Cycle de 3 films consacrés aux paysans de moyenne montagne du Massif Central et des Vosges (L'approche – Le quotidien – La vie moderne. Trois DVD chez Arte Editions).

Un site internet : [www.terrevivante.org](http://www.terrevivante.org)

## Quelques initiatives locales (simple aperçu) :

Chez la Fouaise, 983 Route de la Viaz, 74700 Domancy. Boutique commercialisant les produits d'agriculteurs haut - savoyards : volailles, escargots, fromages, légumes et fruits, miel, pain et vin...

Association La Farandole, 60 Impasse des anciens, Les Plagnes, 74190 Passy. Production maraîchère en vente directe.

Le Jardin des Cimes, Route de Plaine Joux, 74480 Plateau d'Assy. Jardin expérimental, production maraîchère, services aux particuliers (jardinage, travaux d'aménagement...).

La Ferme à Payot, 427 Route du Pont, 74310 Les Houches. Production de fromages.

Café de l'Arve, 60 Impasse des anémones, 74400 Chamonix. Une expérience de restauration autour du concept "localvore" qui tente de valoriser les productions locales.

AMAP / Domancy: AMA Place sur la terre 277, route du Cruet, 74700 Domancy



Jardin des cimes

## *proMONT-BLANC : Un Centre de Veille Environnementale*

---



A l'occasion d'un appel à projets pour la Fondation de France, proMONT-BLANC a monté un projet de Centre de Veille Environnementale au Pays du Mont Blanc. Il vise à renforcer la capacité d'actions des structures associatives et à sensibiliser la population.

Le projet est construit autour de deux axes :

Une dizaine de référents mobilisés sur les questions environnementales de la vallée, se consultant régulièrement, diffuseront les informations au sein des différents réseaux et proposeront des formations aux acteurs locaux pour mieux prendre en charge les dossiers traitant d'environnement.

Une stratégie de partenariats et de communication auprès des associations d'usagers de la nature et du grand public, sera développée et basée sur un site internet interactif et des événements (conférence, forum, débats, échanges d'expériences etc.).

Afin de mieux répondre aux besoins locaux, WWF France a financé un travail de concertation avec les associations locales sur l'été 2010. Une vingtaine de structures ont été contactées, dont l'ARSMB, le CPVH, les associations des Réserves Naturelles, ASTERS, la FRAPNA, mais aussi le CLD, Megève demain, les CAF, l'association de spéléologie de Sallanches...

Il ressort de cette première enquête un fort intérêt pour un centre de ressources environnementales, comprenant des documents de source fiable, des personnes référentes sur certaines thématiques et des informations actualisées qui permettent aux citoyens de réagir (enquête publique par exemple) et de participer (agenda). Les acteurs locaux semblent également friands d'un regain du dynamisme associatif, « attractif » à de nouveaux bénévoles. C'est pourquoi tous ont insisté sur la valorisation des expériences pilotes existantes sur le territoire (AMAP par exemple) et sur l'implication des jeunes.

Cependant, les acteurs locaux ont exprimé quelques réticences. Ils ne souhaitent pas, par exemple, adhérer à proMONT-BLANC (et ainsi soutenir le projet de classement UNESCO) pour participer au projet. Mais surtout, les organismes soutenus par les collectivités locales se sont montrés réservés à rejoindre des structures plus ou moins « militantes ».

Ce point a directement soulevé la question de l'implication des élus. Les points de vue sont assez divergents : les uns veulent les exclure pour conserver une parfaite liberté d'expression, les autres veulent les impliquer à tous les niveaux. Certains pensent même que des actions concrètes ne seront pas menées à terme sans eux – ndlr: alors qu'il s'agit d'un projet de renforcement des capacités de la société civile, c'est dire s'il y a à faire! - La dernière prise de position consiste à les inviter et à les informer du projet mais à poursuivre l'initiative, qu'ils s'impliquent ou non. En tous les cas, l'initiative vise à améliorer la cohésion de tous face à la fragilité environnementale de la vallée. Les relations avec les collectivités seront donc incontournables, qu'elles traitent d'information, de signalement, de mise en garde, de poursuite suite à des problèmes environnementaux mais aussi de soutien et de coordination entre élus et associations !

Une mise en réseau locale doit apporter une valeur ajoutée spécifique au territoire : les acteurs concertés sont attachés à mettre en place des actions concrètes.

De nombreuses propositions ont été faites liées au projet : organisation d'un forum annuel des associations de protection de l'environnement et du développement durable au Pays du Mont Blanc, organisation synergique d'événements avec les manifestations publiques (Plan Climat etc.), éducation à la montagne auprès des jeunes montagnards, en synergie avec « que la montagne est belle » (projet CAF) par exemple, communication sur des stages découverte (ex.: jardin partagé à Lyon) etc.

Très rapidement, la thématique « environnement » s'ouvre à des actions axées sur le développement local durable. Plusieurs personnes interrogées ont en effet encouragé un élargissement aux différents secteurs : « environnement et agriculture », « environnement et transports », « environnement et tourisme », « environnement et solidarité ». Cette ouverture mutualiserait les forces locales et favoriserait la construction d'un projet de territoire, plus adapté à

des problématiques spécifiques. Elle éviterait également la constitution d'un groupe de « convaincus », isolé d'une dynamique sociale extérieure. Surtout, elle permettrait la participation d'organisations emblématiques de la vallée, comme « en passant par la montagne », « jardin des cimes » etc. - qui ne sont pas concernées par la thématique «environnement au sens propre du terme. Il semble même que la problématique «montagne» fédèrerait plus d'organisations.

Des initiatives déjà existantes sur le territoire et couvrant partiellement les objectifs du projet ont aussi été identifiées. Il s'agit du site d'Alambik (projet bénévole et citoyen) et du projet « sentinelle » de la FRAPNA 74. Une coordination est à développer avec eux.

La FRAPNA, qui est aussi membre de proMONT-BLANC, a évoqué, éventuellement, de monter un projet spécifique « sentinelle » au Pays du Mont Blanc dans ce cadre, mais une première réunion avec les associations nationales (Mountain Wilderness, WWF, CIPRA) est tout d'abord nécessaire. Elle permettra de coordonner les structures pour, entre autres, proposer le projet à la Région Rhône Alpes et trouver de nouveaux financements.

La prochaine évolution du projet tient donc à l'organisation des associations de proMONT-BLANC.

Anne Pellier

Anne PELLIER Consultante en Accompagnement des Acteurs de Montagne :  
Montage et Coordination de Projets Territoriaux Durables [annepellier@yahoo.fr](mailto:annepellier@yahoo.fr)

[www.pro-mont-blanc.org](http://www.pro-mont-blanc.org)

---

## *Les camions de la déroute*

---

Un film de Laurent Cistac, une production France Télévision/Aster Production,

Chaque année, 110 millions de tonnes de marchandises transitent par l'arc alpin, et 3 millions de camions franchissent les seules Alpes françaises !

Nos montagnes sont malades des transports ; les poids lourds asphyxient les vallées, abîment les paysages et perturbent les habitants. Les tunnels sont dangereux, les conditions de travail sont difficiles en montagne pour les routiers, mais il faut néanmoins assurer les échanges économiques nécessaires de part et d'autre de cette barrière naturelle. Alors, quelles sont les alternatives, ou en sont par exemple les transports par le rail ou par la mer ?

Au fil de la route, en écoutant le « bien vivant » chauffeur Jean-Claude, on rencontre divers protagonistes engagés dans ce gigantesque réseau de transports avec ses logiques et ses impératifs (de temps, de limitation des coûts). On découvre les réalités des transports par poids lourds, les conditions de travail des chauffeurs, les besoins d'acheminement des marchandises, les transports inutiles, les revendications des habitants des montagnes excédés par ces passages de camions et la pollution, les alternatives par le transfert modal des camions sur le rail.

En Suisse par exemple, on construit le plus grand tunnel ferroviaire au monde à travers les Alpes.

L'ambition du film documentaire est d'emmener le spectateur dans un domaine étonnant, en réalisant une aventure à la découverte de la réalité des transports dans nos Alpes. Et raconter l'histoire de ces hommes qui passent leur vie sur les autoroutes et routes de montagne...

Lien pour accéder à la vidéo du film de Laurent Cistac :

[http://rhone-alpes-auvergne.france3.fr/emissions/documentaires/index.php?page=article&numsite=5924&id\\_rubrique=6515&id\\_article=15608](http://rhone-alpes-auvergne.france3.fr/emissions/documentaires/index.php?page=article&numsite=5924&id_rubrique=6515&id_article=15608)

Un film de 52 minutes.